

Prise de position internationale sur les élections en Grèce

La victoire impressionnante du parti social-démocratique de gauche SYRIZA et la terrible défaite des forces du gouvernement sortant néolibéral (ND et PASOK) qui avaient signés les mémorandums, constituent une importante manifestation de volonté de la grande majorité du peuple grec de se débarrasser de ces mémorandums détestables et de leurs conséquences cataclysmiques cruelles, anti-ouvrières et anti-sociales. Cependant, en aucun cas, ce changement de gouvernement ne peut conduire à se débarrasser du régime qui les a créés mais elles sont les conséquences de la crise économique aiguë qui frappent le pays depuis longtemps.

Lors de l'échéance électorale, en fait, se sont confrontées deux lignes de la bourgeoisie pour la gestion du système et de sa crise : une ligne dure, néolibérale et une ligne modérée, keynésienne qui reconnaissent également les contrats de prêt odieux, l'état de soumission à la zone d'euro et certainement la construction impérialiste de l'Union européenne.

Notre position pour ces élections était, encore une fois, expressément abstentionniste et clairement anti-parlementariste, car notre politique est révolutionnaire et notre idéologie, communiste. Les élections n'ont jamais rien changé ni évidemment ne peuvent pas changer le système capitaliste et libérer le monde du travail de l'exploitation, de l'oppression et des souffrances des crises économiques régulières.

Lorsque le système parlementaire est le régime sous lequel la bourgeoisie gouverne avec l'aide légitime des classes opprimées, nous n'avons pas l'intention de lui fournir d'assistance pratique avec notre participation. Au contraire, nous n'arrêterons pas de soutenir l'idée que le parlementarisme est la forme démocratique de la dictature du capital et que le pouvoir de l'état moderne sous n'importe quel type de gouvernement, est le comité qui gère les intérêts communs de la fraction la plus puissante de la bourgeoisie, et notamment de l'oligarchie financière.

Aux élections, la question en litige concernait la gestion de la profonde récession économique et la question particulière de la dette publique excessivement élevée. Mais la récession est de nature systémique, la solution doit donc être également de caractère systémique. La crise est le produit attendu des contradictions endogènes du capitalisme ; la dette excessive est la forme particulière que prend la manifestation de cette

crise. Toute alternative au sein du capitalisme est une escroquerie sans le renversement du capitalisme lui-même et l'établissement d'un système social basé sur le collectivisme économique, la socialisation des moyens de production, la prise du pouvoir et la direction de la production par les travailleurs eux-mêmes, une planification basée sur les besoins sociaux ainsi que sur le respect de l'environnement.

Le nouveau gouvernement SYRIZA avec ses partenaires, les nationalistes de droite ANEL (Grecs indépendants), espère alléger les féroces modalités du remboursement de la dette insoutenable – de toute façon inremboursable – en cherchant un « compromis sincère » avec les créanciers de la troïka, c'est à dire les représentants du capitalisme financier international, afin de pouvoir faire quelques concessions élémentaires en faveur de larges couches de la population grecque gravement sinistrées économiquement. Il espère l'échec de la dure discipline budgétaire et de la politique déflationniste qui ont conduit à l'impasse au sein de la zone euro et aux craquements politiques causés avec principalement la montée de l'extrême droite de Marine Le Pen qui prône la sortie de la France de l'Union Européenne. Si quelqu'un pourrait imaginer l'Union Européenne sans la Grèce, il ne peut certainement pas imaginer l'Union Européenne sans la participation de la France.

En tout cas, si le nouveau gouvernement peut réussir à soulager les symptômes très douloureux, il ne peut certainement pas offrir un remède à la maladie elle-même, en particulier dans l'environnement international du capitalisme mondialisé et d'un néolibéralisme furieux. Même un néo-keynésianisme ressuscité ou modéré, qui est essentiellement la doctrine économique de SYRIZA, ne pourrait à la rigueur fonctionner d'après les théoriciens keynésiens qu'au sein d'une économie réduite à ses frontières nationales ce qui est une pure fiction.

Mais la situation a changé depuis un certain temps, à cause de l'intrication et de l'intégration des marchés et à cause des mouvements internationaux de capitaux. La baisse du taux du profit, latente déjà depuis les années 70, a conduit à un changement de l'investissement en direction du secteur bancaire, à une accumulation massive de capital fictif, et à la création d'une économie financière virtuelle qui est très vulnérable chaque fois que sont remis en question les flux monétaires et les jeux spéculatifs sur les titres bancaires.

Avec l'explosion de la crise, les gouvernements bourgeois européens ont mis en place des plans de sauvetage bancaire pour convertir la dette en dette publique et, au bout du compte, la transférer aux peuples européens, tout en stigmatisant, très cyniquement, les plus faibles d'entre eux les qualifiant de « goretts » et de « parasites ». Parallèlement, le capital

financier « a transformé la crise en opportunité » en spéculant sur les intérêts des nouveaux prêts.

La nouvelle hégémonie impérialiste allemande, en s'appuyant cette fois sur l'avantage économique offert par la Réunification, a converti les pays du Sud, et plus particulièrement la Grèce, en boucs émissaires en déclenchant une campagne infamante et mensongère contre eux. Elle a conduit au déshonneur excessif de ces peuples, invoquant la traditionnelle éthique protestante sadomasochiste qui a déjà fourni la justification morale idéale du mercantilisme capitalisme.

La vérité est loin de ce nouveau piétisme néolibéral de Berlin et de Francfort et de son sermon moralisateur, qui cache son riche porte-monnaie et sa grande hypocrisie. L'argent que le gouvernement allemand apporte à la Grèce ne provient pas des recettes fiscales et donc n'alourdit pas la pression fiscale des contribuables allemands. Ce dernier emprunte directement sur le marché avant de le prêter à la Grèce à un taux plus élevé, en faisant des bénéfices sur ce dernier. L'Allemagne, comme chaque bon créancier, n'est pas assez stupide pour investir de l'argent dans un « trou noir ».

Avec nos camarades allemands du GIS (groupe des socialistes internationales), nous avons pris l'initiative internationaliste de nous adresser plusieurs fois aux travailleurs allemands afin d'exposer la propagande chauviniste, en révélant les mensonges de la bourgeoisie allemande et en les avertissant que, dès à présent, dans les travailleurs et chômeurs Grecs et Européens du Sud, ils peuvent déjà voir leur propre avenir.

En tout cas, les évolutions rapides qui déchirent l'Europe exigent l'unité internationaliste de la classe ouvrière et sa lutte pour le renversement de ce système qui nourrit le monstre de l'austérité, du chômage et de l'exclusion sociale.

Athènes, 28 janvier 2015

Camarades Internationalistes